PALESTINE – SOLIDARITÉ
http://www.palestine-solidarite.org

Journal de Syrie

Géopolitique et stratégie

N° 23 du 24.11.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Syrie" est visible sur les blogs :
http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/
http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/
b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com
c) sur le site de Robert Bibeau : http://www.robertbibeau.ca/palestine.html
d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_syriens.htm
NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Sommaire :

Tiré à part
Louis Denghien : Condamnation de la Syrie : un succès euro-américain sans doute sans lendemain.
Domenico Losurdo : Les disciples de Goebbels à l'œuvre contre la Syrie.
1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion
1-1 Fisk : La Syrie glisse vers la guerre confessionnelle.
1-2 Bill Van Auken : Les Etats-Unis planifient un renforcement militaire dans le Golfe persique pour compenser le retrait de l'Irak.
1-3 Akil Cheikh Hussein : Les menaces contre l'Iran et la Syrie...
2 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage
2-1 Jacques Borde : Syrie – Après Tripoli, Damas.
2-2 Pierre Khalaf : Syrie et Liban dans la tourmente des alliances contre nature.
2-3 Seyed Abdollah Hoseini : Occident/Libye : la récompense néocolonialiste.
2-4 Communiqué Amal-Hezbollah: Le Liban restera aux côtés de l'Iran et de la Syrie

Tiré à part

Louis Denghien : Condamnation de la Syrie : un succès euro-américain sans doute sans lendemain.

Comme pas mal de choses touchant à l'espèce de « diffamation internationale » dont est victime l'Etat syrien, la condamnation de Damas par l'Assemblée générale de l'ONU, mardi 22 novembre, ne constitue pas une surprise : la pression de l'axe euro-américain, accrue par la « caution morale et politique » de la Ligue arabe, et certainement les arguments diplomatiques et économiques dont dispose cette coalition contre des Etats mineurs pour ne pas dire symboliques, tout cela aboutit « naturellement » à une majorité de 122 contre 13 – et 41 abstentions. Les abstentions équivalant, dans le contexte de cette affaire, à des refus de condamnation, on peut dire sans solliciter les résultats qu'un gros quart des nations composant l'ONU ont refusé de se plier à l'oukase occidental. Parmi celles-ci, bien sûr, la Russie et même la Chine que nos médias voyaient « évoluer » sur le dossier syrien.

Rappelons tout de même que ce texte répercute les simplifications et falsifications véhiculées depuis des mois par la diplomatie américaine « and co » : il condamne « *les exécutions arbitraires et l'usage excessif de la force*« , enjoint au gouvernement syrien de « *cesser immédiatement toutes les violations des droits de l'homme* » ainsi que la « *persécution* » contre les manifestants de l'opposition, « *condamne sévèrement les violations des droits de l'homme graves et systématiques*« , etc, etc. Et donc il ne dit rien de la réalité, qui est que la violence du pouvoir ne fait que répondre quotidiennement à celle, particulièrement « grave » et cruelle dans bien des cas, de l'opposition radicale armée. Mais, au fait, on n'est pas ici dans le domaine de l'objectivité et de l'équité, mais plutôt dans la confrontation géostratégique.

Un vote symbolique, mais aussi un outil diplomatique

Le représentant syrien aux Nations-Unies, Bachar Jaafari, ne pouvait faire moins, à l'issue de ce vote, que d'accuser les initiateurs de cet énième texte anti-syrien, à savoir la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, d' »*incitation à la guerre civile* » dans son pays, encourageant la sédition armée et donc d'être responsables au premier chef de l' »*escalade de la violence* » en Syrie.

On sait que pareil texte, adopté par l'Assemblée générale de l'ONU, n'a pas de valeur contraignante pour celle-ci, et a d'abord une portée diplomatique symbolique. Mais le représentant allemand, Peter Wittig, n'a pas fait mystère qu'il s'agissait là d'une première étape pour revenir au Conseil de sécurité avec une « légitimité » renforcée et y obtenir enfin une condamnation, cette fois « opératoire », de la Syrie. La « *suspension* » de la Syrie par la Ligue arabe n'a pas d'autre but (à peine) caché. Mais le correspondant de *Reuters* cite les confidences de diplomates onusiens constatant que ce processus de retour au conseil de sécurité « *risque de prendre des semaines, sans garantie de succès, avant que la Russie et la Chine ne soient convaincues de changer de position.* »

Oui, ça risque de prendre d'autant plus de temps que tant Moscou que Pékin sont bien conscients qu'ils sont engagés dans un bras de fer de longue haleine et de grande ampleur contre un « Occident » – « Empire atlantiste » conviendrait mieux, eut égard à la civilisation que l'Occident a représenté – aussi arrogant que cynique et irresponsable. Ce n'est évidemment pas une question de morale, laquelle n'a rien à faire dans les confrontations internationales, mais d'intérêts géostratégiques et économiques bien compris pour ces deux puissances continentales alliées, engagées de fait dans une guerre froide – ou tiède – contre l'axe euro-américain, une guerre dont le front traverse, pour leur malheur, la Syrie et tout le monde arabe.

Louis Denghien,
le 23 novembre 2011
http://www.infosyrie

Domenico Losurdo : Les disciples de Goebbels à l'œuvre contre la Syrie.

Quelle est la nature du conflit qui investit la Syrie depuis quelques mois ? Je voudrais avec cet article inviter tous ceux qui ont à cœur la cause de la paix et de la démocratie dans les rapports internationaux à se poser quelques questions élémentaires, auxquelles, de mon côté, j'essaierai de répondre en laissant la parole à des organes de presse et journalistes qu'on ne peut suspecter de complicité avec les dirigeants de Damas.

1. Il convient en premier lieu de se demander quelle était la condition du pays moyen-oriental avant l'arrivée au pouvoir, en 1970, des Assad (père puis fils) et du régime actuel. Eh bien avant cette date, « la république syrienne était un Etat faible et instable, une arène pour les rivalités régionales et internationales » ; les événements des derniers mois signifient le retour à la « situation précédant 1970 ». En ces termes s'exprime Itamar Rabinovitch, ancien ambassadeur d'Israël à Washington, dans *The International Herald Tribune* du 19-20 novembre 2011. Nous pouvons tirer une première conclusion : la révolte appuyée en premier lieu par les USA et l'Union européenne risque de ramener la Syrie dans une condition semi-coloniale.

2. Les condamnations et les sanctions de l'Occident et son aspiration au changement de régime en Syrie sont-elles inspirées par l'indignation pour la « brutale répression » de manifestations pacifiques dont le pouvoir se serait rendu responsable? En réalité, en 2005 déjà, « George W. Bush désirait renverser Bachar al Assad, alors premier ministre »[1]. C'est ce que rapporte encore l'ex-ambassadeur israélien à Washington, lequel ajoute que la politique de *regime change* en Syrie est maintenant celle que poursuit aussi le gouvernement de Tel Aviv : il convient d'en finir avec un groupe dirigeant qui appuie depuis Damas « le Hezbollah au Liban et le Hamas en Syrie » et qui a des liens étroits avec Téhéran. Oui, « profondément préoccupé par la menace iranienne, Israël pense qu'enlever la brique syrienne du mur iranien pourrait déboucher sur une nouvelle phase de la politique régionale. Il est clair que soit le Hezbollah soit le Hamas avancent à présent avec davantage de prudence »

Donc, la cible de la révolte et des manœuvres qui lui sont connexes n'est pas seulement la Syrie, mais aussi la Palestine, le Liban et l'Iran : il s'agit d'asséner un coup décisif à la cause du peuple palestinien et de consolider la domination néo-coloniale d'Israël et de l'Occident dans une aire d'importance géopolitique et géo-économique décisive.
3. Comment poursuivre cet objectif ? Guido Olimpio nous l'explique dans le *Corriere della Sera* du 29 octobre : à Antakya (Antioche), dans une région turque frontalière de la Syrie, est déjà à l'œuvre « l'Armée syrienne libre, une organisation qui mène la lutte armée contre le régime d'Assad ». C'est une armée qui a l'usufruit des armes et de l'assistance militaire de la Turquie. De plus -ajoute Olimpio- (dans le *Corriere della Sera* du 13 novembre) Ankara « a exercé des menaces contre la création d'une zone tampon de trente kilomètres en terre syrienne ». Donc, le gouvernement de Damas non seulement doit faire face à une révolte armée, mais une révolte armée appuyée par un pays qui dispose d'un dispositif militaire de première importance, qui est membre de l'OTAN et qui menace d'envahir la Syrie. Quelles qu'aient été les erreurs et les fautes de ses dirigeants, ce petit pays est à présent l'objet d'une agression militaire. Depuis des années en forte croissance économique, la Turquie depuis quelques temps montrait des signes d'impatience à l'égard de la domination exercée au Moyen-Orient par Israël et les USA. Obama répond à cette impatience en poussant les dirigeants d'Ankara à un sous-impérialisme néo-ottoman, contrôlé évidemment par Washington.
4. Comme il résulte des analyses et témoignages que j'ai rapportés, la Syrie est contrainte à lutter dans des conditions assez difficiles pour garder son indépendance, elle doit dores et déjà affronter une formidable puissance économique, politique et militaire. De plus, l'OTAN menace, directement ou indirectement, les dirigeants de Damas de leur infliger le lynchage et l'assassinat qui ont scellé la mort de Kadhafi. L'infamie de l'agression devrait être claire pour tous ceux qui sont disposés à accomplir un ne serait-ce que modeste effort intellectuel. Si ce n'est que, se prévalant de sa terrible puissance de feu multimédiatique et des nouvelles technologies de manipulations rendues possibles par Internet, l'Occident présente la crise syrienne en cours comme l'exercice d'une violence brutale et gratuite contre les manifestants pacifiques et non-violents. Il ne fait aucun doute que Goebbels, le maléfique et brillant ministre du Troisième Reich, a fait école ; il convient même de reconnaître que ses disciples à Washington et Bruxelles ont même à présent dépassé leur maître jamais oublié.
Publié lundi 21 novembre 2011 sur le blog de l'auteur
http://domenicolosurdo.blogspot.com/
Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

---

[1] Erreur dans la déclaration de l'ambassadeur israélien : Bachar al Assad n'a jamais été premier ministre, mais directement président de la République, à la mort de son père. NdT.

Domenico Losurdo
Le 22 novembre 2011
Bulletin électronique Mondialisation.ca
www.Mondialisation.ca
URL de cet article: http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=27814

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du Centre de recherche sur la mondialisation.

---

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

1-1 Fisk : La Syrie glisse vers la guerre confessionnelle.

Nb la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

« La guerre inter-confessionnelle devient une réalité en Syrie
(Manifestants pro-Bachar : pour Fisk, ils sont là de leur plein gré.
.Il y avait le journaliste de la télévision syrienne qui m'a demandé ce que je pensais de la situation en Syrie, et moi qui disais que vous ne pouvez plus infantiliser les Arabes, que les soulèvements/révoltes/révolutions/troubles dans le monde arabe étaient tous différents, mais que la dictature ne marche pas, que s'il y avait – si – une constitution nouvelle et sérieuse, pluraliste avec de vrais partis politiques et de véritables élections libres, la Syrie pourrait simplement sortir de cette tragédie, mais que le gouvernement n'avait plus beaucoup de temps… plus que très peu de temps.
Nous verrons si cela sera diffusé ce samedi (les lecteurs seront tenus informés) mais à l'extérieur dans la rue, une autre manifestation pro-Assad vient de commencer. Ils sont 10 000 puis bientôt 50 000 – ils pourraient se retrouver 200 000 en milieu de journée – **et il n'y avait pas de transports de gens en camions dans le style de ce que faisait Saddam, sur la Place des Omeyyades.** Il n'y a aucune présence des services de la *Mukhabarat* [renseignements] et les soldats sont ici avec leurs familles.

Où donc a-t-on vu une manifestation pro-gouvernementale lors du « réveil arabe » ? Il y avait des femmes voilées, des vieillards, des milliers d'enfants avec « Syrie », écrit sur leurs visages. La plupart portent des drapeaux syriens, certaines brandissant même des drapeaux de la Russie et de la Chine.
Ont-ils été contraints de venir ? Je ne le pense pas – pas par le gouvernement Assad, en tout cas. Certains jouent au football dans les parcs autour de la place. D'autres ont marqué leurs noms – musulmans et chrétiens – sur une bannière décorée avec des branches d'un arbre massif représentant la Syrie. Mais si ces personnes étaient sous une contrainte, c'est celle des récits venant du nord.
J'ai parlé à 12 hommes et femmes. Cinq m'ont parlé de parents dans l'armée et qui ont été tués à Homs. Et les nouvelles de Homs sont très mauvaises. J'ai dîné mardi soir avec un vieil ami. **Un de ses cousins, âgé de 62 ans, un ingénieur à la retraite, avait donné de l'eau à des soldats à Homs. Le lendemain matin, des hommes armés ont frappé à sa porte et l'ont abattu.** Il était chrétien.
Bien sûr, le gouvernement Assad avait mis en garde contre le risque d'une guerre sectaire. Bien sûr, le gouvernement Assad s'est donné le rôle du seul protecteur des minorités. Bien sûr, le gouvernement Assad avait affirmé que des islamistes et des « *terroristes* » étaient derrière l'opposition au régime qui est dans la rue. Il est également clair que la brutalité des forces de sécurité syriennes à Deraa et Homs et dans d'autres villes contre des manifestants désarmés a été un scandale, que ceux qui sont au gouvernement reconnaissent en privé.
Mais il est aussi transparent que la lutte en Syrie passe maintenant à travers le centre du pays et que de nombreux hommes armés s'opposent à l'armée. En effet, il m'a été rapporté que la ville de Homs – parfois pendant plusieurs heures d'affilé – tombe hors du contrôle du gouvernement. Les damascènes qui voyagent jusqu'à la ville d'Alep au nord pouvaient prendre le bus. Mais aujourd'hui plus que jamais, ils prennent l'avion pour éviter la route dangereuse entre Hama et Alep. Ce sont les raisons, je pense, qui font que tant de milliers se sont déplacés pour manifester hier à Damas. Ils ont peur.
Les journalistes étrangers ne sont pas autorisés à voyager à Homs – une grave erreur de la part du régime – où les sunnites, alaouites et chrétiens vivent proches les uns des autres, au milieu d'Arméniens, de Circassiens et d'autres groupes. Une guerre sectaire pourrait bien être dans l'intérêt cynique de tout régime luttant pour sa survie. Mais à moins que tous ceux que j'ai rencontrés seraient en train de mentir (ce que je ne crois pas), c'est maintenant une réalité de plus en plus pesante dans le centre de la Syrie. Face à cela, aucun veto russe ou chinois aux Nations Unies ne sera d'une quelconque utilité.
Une délégation de la Ligue arabe – la plus pathétique et la plus inutile des institutions arabes – devait arriver à Damas hier après-midi. Dans quel but ? Sont-ils censés envoyer une force de « paix » ? Il y a deux jours, Mohamed Kadour, le doyen de la Faculté de pétrochimie à l'université d'Homs, a été kidnappé en échange de la libération de détenus. Il a été libéré un jour plus tard. Si les hommes emprisonnés ont été libérés, nous ne le savons pas. Mais c'est déjà arrivé. Dans la ville d'Idlib, dit-on, tout le monde est armé. Et les armes – c'est toujours ce qui se dit – viennent du Liban.
Demandez qui sont ces hommes armés dans la région du centre de la Syrie et vous obtiendrez une foule de réponses : des Bédouins qui font de la contrebande de drogues avec l'Arabie Saoudite, des transfuges de l'armée, des « *islamistes* » venus d'Irak, « *des gens qui pensent juste que il n'y a pas d'autre moyen de se débarrasser du régime* ». Damas est une ville encore épargnée, avec ses lumières en fin de soirée dans les magasins et les restaurants et les milliers de personnes déambulant dans les rues. Mais Damas n'est pas toute la Syrie. Cette ville est dans une sorte de bulle.
Je me suis levé, hier, après seulement une heure et demie de sommeil – car à l'extérieur de mon hôtel, les employés du gouvernement étaient en train de tester le système sonore assourdissant pour la manifestation. Toute la nuit il y a eu des rafales d'acclamations pré-enregistrées, des tambours, des applaudissements et des trompettes. Mais ces foules d'hier avaient-elles vraiment besoin de ces applaudissements fictifs et de tous ces ajouts trompeurs à leur propre manifestation ?
Officiellement, les choses vont mieux en Syrie. J'en doute.
Si le chiffre publié par les Nations unies de plus de 3 000 morts civils est correct, et si les chiffres côté syrien de 1 150 morts militaires sont corrects, et si le chiffres des morts de ces trois derniers jours – peut-être encore une cinquantaine – sont exacts, alors 4200 Syriens ont été tués en l'espace de sept mois. Et cela suffit pour susciter les craintes de tout un chacun. »
Robert Fisk –
The Independent
Samedi 29 octobre 2011

1-2 Bill Van Auken : Les Etats-Unis planifient un renforcement militaire dans le Golfe persique pour compenser le retrait de l'Irak.

Le gouvernement Obama et le Pentagone planifient un renforcement considérable des moyens militaires dans le Golfe persique pour compenser le retrait des troupes de l'Irak et se préparer à de nouvelles guerres dans la région.

Les responsables, les diplomates et les commandants américains cités dans un article publié dimanche par le New York Times ont indiqué que de nouveaux déploiements pourraient inclure le stationnement de brigades de combat au Koweït, de l'autre côté de la frontière de l'Irak à une distance permettant facilement de frapper l'Iran et d'« envoyer dans la région davantage de bâtiments de guerre par les eaux internationales. »

L'existence de ces projets a émergé après l'annonce faite par le président Barack Obama le 21 octobre que toutes les forces américaines occupant l'Irak seront retirées du pays avant la fin de cette année.
Alors que le gouvernement Obama et ses apologistes présentent ce projet de retrait comme la réalisation des promesses de campagne du président démocrate concernant la fin de la guerre en Irak, et même comme un tournant vers la paix dans la région, en fait il n'en est rien.
En fait, la date d'échéance du retrait en décembre 2011 avait été fixée par le gouvernement Bush dans un Status of Forces Agreement (un accord sur le statut des forces, SOFA) négocié en 2008 avec le régime de Bagdad soutenu par les Etats-Unis. Les deux gouvernements de Bush et d'Obama, aux côtés de leur gouvernement clientéliste de Bagdad ont cherché à négocier un nouvel accord qui aurait permis que jusque 20.000 forces américaines demeurent dans le pays, enregistrés comme « formateurs » et « conseillers. »
Ces négociations ont toutefois échoué en raison de l'incapacité du régime irakien à obtenir une approbation parlementaire pour l'immunité juridique des troupes américaines exigées par le Pentagone. Compte tenu de la colère profonde ressentie par le peuple irakien contre les crimes de guerres atroces commis par les forces américaines et la perte de plus d'un million de vies irakiennes depuis l'invasion de 2003, aucun parti irakien majeur n'est prêt à associer son nom à un soutien à l'impunité de l'armée américaine.
Dans les coulisses, les négociations se poursuivent entre Washington et le gouvernement irakien au sujet du maintien de troupes américaines pour les forces de sécurité irakiennes.
Tom Donilon, conseiller à la Sécurité nationale des Etats-Unis, a rencontré samedi à Washington son homologue irakien Falah al-Fayyath pour discuter de la façon dont ces liens vont être maintenus après le retrait planifié. Selon une déclaration de la Maison Blanche, les deux responsables « ont réaffirmé la vision commune d'un profond partenariat élargi entre les Etats-Unis et l'Irak comme prévu dans le Strategic Framework Agreement (accord cadre stratégique). »
Le porte-parole de la Maison Blanche a ajouté que les deux responsables « étaient déterminés à développer des mécanismes supplémentaires pour l'établissement d'un dialogue stratégique continu entre les Etats-Unis et l'Irak. »
Washington n'abandonne en aucun cas sa tentative de dominer l'Irak. Ils projettent de laisser là-bas une force de quelque 5.500 employés de sécurité privés en tant qu'armée de mercenaires contrôlée par le Département d'Etat américain, ainsi que quelque 16.000 civils employés par le gouvernement américain et basés dans la plus grande ambassade américaine du monde.
Un rapport publié dimanche par l'Inspecteur général spécial américain pour la reconstruction de l'Irak (Special Inspector General for Iraq Reconstruction, SIGIR) cite le chef d'état-major de l'armée irakienne, le lieutenant général Babaker Zebari, disant que les forces de sécurité irakiennes n'auront pas la capacité « sans l'aide de partenaires internationaux » de défendre l'espace aérien et les frontières du pays jusqu'à l'horizon 2020 à 2024. Manifestement, l'implication est que les Etats-Unis resteront la force militaire dominante en Irak bien après la date limite du retrait, et ce au moyen essentiellement d'une puissance aérienne.
Néanmoins, les plans d'urgence révélés dimanche par le Times indiquent que Washington se prépare à une guerre bien plus vaste dans la région après le retrait des troupes d'Irak.
De nouveaux objectifs pour une agression américaine comprennent à la fois la Syrie et l'Iran. La déclaration faite par le président Barack Obama après le meurtre sordide le 20 octobre du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi contenait une menace à peine voilée que la Syrie se trouvait dans la ligne de mire des Etats-Unis et de l'OTAN pour une opération de changement de régime identique à celle menée en Libye.
Le sérieux accordé à ces menaces par le régime syrien a été reflété dans une interview de Bashar al-Assad publiée dimanche par le journal britannique Telegraph. Le président syrien a averti qu'une intervention occidentale en Syrie provoquerait un « séisme » qui ébranlerait la région et menacerait de déclencher des « dizaines d'Afghanistan. »
Les Nations unies ont estimé que jusqu'à 3.000 Syriens sont morts dans les troubles qui ont balayé une grande partie du pays depuis mars dernier. Le gouvernement syrien a affirmé que 1.100 soldats et policiers ont été tués lors des affrontements avec les tireurs antigouvernementaux.
Prendre la Syrie pour cible d'agression représenterait le prélude à une guerre encore plus vaste contre l'Iran que Washington considère comme l'un de ses principaux rivaux dans les deux régions stratégiques riches en énergie du Golfe persique et de l'Asie centrale. Après avoir échoué dans deux guerres extrêmement sanglantes et coûteuses au cours de cette dernière décennie – en Afghanistan et en Irak – pour préserver sa domination dans ces régions, l'impérialisme américain n'abandonnera en aucun cas ses objectifs prédateurs. L'échec de ces deux guerres ne fait que créer une impulsion plus forte encore pour une troisième guerre, contre l'Iran cette fois.
Washington est en train de poursuivre une stratégie d'escalade de provocations contre le régime iranien et qui s'est exprimée tout dernièrement dans sa tentative de faire croire à un « complot terroriste » extrêmement improbable qui impliquerait Téhéran dans une conspiration visant à passer un contrat avec un gang de trafiquants de drogue mexicain pour le meurtre de l'ambassadeur saoudien aux Etats-Unis. Dans le même temps, des diplomates américains parcouraient l'Europe en vue d'obtenir du soutien pour l'imposition de sanctions contre la banque centrale de l'Iran, soit embargo économique hâtif qui constituerait un acte de guerre.
« Gardant l'oeil sur la menace d'un Iran belligérant, le gouvernement cherche aussi à élargir ses liens militaires avec les six pays du Conseil de coopération du Golfe (Gulf Cooperation Council, GCC) – l'Arabie saoudite, le Koweït, Bahreïn, le Qatar, les Emirats arabes unis et Oman, » rapporte le Times. Il ajoute que la Maison Blanche et le Pentagone « essaient de développer une nouvelle 'architecture sécuritaire' pour le Golfe persique qui intègrerait des patrouilles aériennes et navales et une défense antimissiles. »
En d'autres termes, Washington tente de rabibocher une alliance anti iranienne et contre-révolutionnaire militaire fondée sur une coopération américaine avec les régimes monarchiques les plus réactionnaires de la région. Un tel pacte militaire viserait à éliminer tout nouveau soulèvement des masses arabes, comme l'avaient faits eux-mêmes les émirats du GCC à l'encontre des masses au Bahreïn, et à fournir une base à l'agression militaire des Etats-Unis contre l'Iran.

Selon l'article du Times, ces préparatifs sont déjà bien avancés et les résultats des négociations concernant l'effectif des forces de combat américaines qui seront déployées au Koweït « seront disponibles dans les jours à venir. »
Il ne fait pas de doute qu'une préoccupation majeure de Washington est la stabilité de ces Etats alliés du Golfe même. L'Arabie saoudite, clé de voûte de la stratégie contrerévolutionnaire américaine dans la région, a elle aussi été ébranlée par des troubles survenus à l'Est du pays, dans sa province productrice de pétrole et à forte prédominance chiite. Un rapport inhabituellement franc de la monarchie située dans le désert a été affiché dernièrement sur Al Jazeera, indiquant que « la lignée de successeurs octogénaires » de la monarchie corrompue « rappelait les dernières années de l'Union soviétique, lorsqu'un dirigeant infirme succédait au précédent pour une brève période de règne inerte. »
Des aspects de politique interne aux Etats-Unis contribuent aussi au renforcement d'une nouvelle guerre. Obama a subi les feux de la critique des Républicains au sujet de l'annonce du retrait de l'Irak, les sénateurs républicains exigeant des audiences quant à ses implications. Et la menace d'une action militaire contre l'Irak est, à n'en pas douter, considérée au sein de l'aile droite du Parti démocrate comme un moyen efficace de contrer de telles critiques.
Mais ce qui est plus décisif toutefois, ce sont les inquiétudes au sujet des troubles sociaux grandissants aux Etats-Unis qui ont trouvé leur expression initiale dans les protestations Occupons Wall Street qui se sont déclenchées partout dans le pays. L'élite dirigeante américaine considère une nouvelle aventure militaire comme un moyen de détourner les conflits de classes qui s'intensifient au sein de l'Amérique même.
Bill Van Auken
Mondialisation.ca,
Le 4 novembre 2011
wsws.org
Article original, WSWS, paru le 31 octobre 2011
Articles de Bill Van Auken publiés par Mondialisation.ca
http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=27474

1-3 Akil Cheikh Hussein : Les menaces contre l'Iran et la Syrie...

Gesticulations pour dissimuler l'impuissance !

Ce qui explique la campagne actuelle menée par l'axe du mal américain contre la Syrie et l'Iran ne sont pas la violence dont on accuse la Syrie d'exercer contre ses citoyens, la bombe nucléaire dont on soupçonne l'Iran de vouloir fabriquer et la nature dictatoriale dont on taxe les deux régimes au pouvoir dans ces deux pays.
L'axe du mal américain est en fait le dernier à donner des leçons en la matière. Il suffit parmi d'interminables exemples de signaler les dizaines de millions de Peaux rouges exterminés par les pères fondateurs des Etats-Unis… La traite des Noirs africains par les puissances coloniales qui forment de nos jours ce qu'on appelle l'Union européenne… Les bombes atomiques larguées sur les villes japonaises par la puissance qui se targue de la défense des libertés et des droits dans le monde… La spoliation de la Palestine par les Sionistes… La destruction des économies du Tiers-monde par les restructurations du FMI et de la Banque mondiale, puis celles des pays dits avancés par les dogmes néolibérales du capitalisme féroce.
Ne sont pas moins hypocrites et fourbes les accusations qu'on adresse au programme nucléaire pacifique de l'Iran par des puissances qui, de Washington à Tel Aviv, en passant par Paris et Londres, possèdent des milliers de têtes nucléaires dont une partie infime suffit pour détruire cent ou mille planètes comme la nôtre.
Ou cette dictature dénigrée maintenant par des monarques, émirs, sultans et scheiks qui gouvernent leurs pays en l'absence de toute constitution et par la seule légitimité qui leur est fournie par leurs protecteurs occidentaux.
La campagne doublée de menaces d'interventions guerrières contre la Syrie et l'Iran n'a donc rien à voir avec la défense des civils syriens ou la protection du monde face à une prétendue menace nucléaire iranienne.
Elle n'est qu'expression de la volonté de domination et n'a d'autre but que de servir les traditionnelles visées expansionnistes et hégémoniques d'un Occident qui se laisse conduire par des oligarchies financières et militaires plus que jamais fascisantes.
Mais la différence est maintenant plus que sensible entre l'époque où l'on pouvait profiter de la surpuissance militaire et de la misère des peuples pour construire aisément d'immenses empires, et notre époque dont le trait caractéristique est dorénavant l'effondrement spectaculaire de cet Occident agonisant sous les poids de ses défaites militaires dans la région et de ses crises économiques internes. Après les défaites encaissées par l'armée israélienne prétendument invincible au Liban et à Gaza, nous sommes actuellement à l'ère du fiasco des Américains et de leurs alliés en Afghanistan et en Iraq.
Qui pouvait imaginer que, seulement une dizaine d'années après l'effondrement de son concurrent et adversaire soviétique, à un moment où Washington préparait les conditions de la mise en place de son nouvel ordre mondial, les Etats-Unis et ses alliés pouvaient, suite à l'invasion de l'Afghanistan et de l'Iraq, se trouver dans la situation reconnue catastrophique par d'innombrables stratèges américains et occidentaux ?
Au lieu de mettre en place un régime soi-disant "démocratique" dans un Iraq pacifié par les Américains, l'armée d'occupation américaine, restée seule après la défection de tous ses alliés, n'a que quelques jours pour plier bagage et partir laissant derrière elle un pays, certes martyrisé, mais qui possède un énorme potentiel démographique et stratégique qui commence à être mis au service des causes de la Nation. L'Iraq rejoint le camp de la résistance et, du même coup, relie géographiquement l'Iran à la Syrie et au Liban formant ainsi un front unique en contact direct avec les frontières de la Palestine occupée, et renversant l'équilibre des forces dans une région allant de part et d'autre de la région du Golfe, de la mer noire jusqu'à la mer d'Oman et la mer rouge.
Avec ces nouvelles donnes, le catastrophique se mute en affolant pour les Américains qui savent que les troupes qu'ils retirent d'Iraq et les déploient dans les pays du Golfe ne serviront que comme chair à canon dans la moindre confrontation avec les

Iraniens… Sans parler du détroit d'Ormuz qui constitue le passage obligé d'au moins 40 pour cent des approvisionnements mondiaux en hydrocarbures.
Au moment où Téhéran ne donne que des réponses négatives aux implorations américaines lui sollicitant, dans l'espoir de sauver la face, des discussions directes ou un téléphone rouge, il ne reste aux Américains et leurs alliés que multiplier les menaces d'une frappe contre l'Iran ou d'une intervention militaire en Syrie.
En même temps, ils dissimulent leur impuissance et se donnent des airs triomphalistes en s'attardant à relater des semblants d'exploits militaires comme les opérations louches couronnées par la capture de Saddam Hussein, le meurtre de Ben Laden, l'assassinat de Kadhafi ou l'arrestation toute fraiche de son fils Saïf al-Islam.
Des interventions militaires, s'il y en aurait, en Iran ou en Syrie auront pour conséquences non seulement un nouveau Moyen-Orient, mais aussi un nouvel ordre mondial situé aux antipodes des hallucinations américaines.
Source : La résistance islamique au Liban
Mardi 22 novembre 2011
http://www.french.moqawama.org/index.php

---

2 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Jacques Borde : Syrie – Après Tripoli, Damas.

Q – Des observateurs et non des moindres, estiment qu'après la Libye, c'est le régime syrien qui va subir les foudres de l'Occident ?
Jacques Borde – De toute évidence, oui. Et plus vite que beaucoup s'y attendaient. Moi le premier.
Q – Et pourquoi donc ?
Jacques Borde – Oh ! Une seule et unique raison à cet emballement belligène : la volte-face russe. Moscou vient de se tirer une balle dans le pied en forgeant, par elle-même – et sans que personne (à moins que…) ne lui demande rien – l'arme diplomatique qui va servir au camp occidental pour mettre Damas au ban des nations…
Q – Comment ?
Jacques Borde – En se proposant pour pondre une résolution douce, destinée à prendre la place de celle à peine refusée par Moscou et Beijing. Étonnamment, l'a-diplomatie russe aurait pu attendre que les Occidentaux mettent quelques semaines à s'échiner à trouver la trame d'un nouveau texte de nature à trouve grâce aux yeux de la Russie et de la Chine. Mais, pourquoi attendre ? Autant faire le sale boulot soi-même, non ?
Or, en l'espèce, proposer une nouvelle mouture de résolution au Conseil de sécurité des Nations-unies portant sur une réforme du système politique syrien avec l'adoption de normes « démocratiques » (sic) curieusement toutes écrites à l'Ouest va immanquablement déboucher sur une agression de la Syrie par l'Axe atlantique.
Q – Pour quelles raisons ?
Jacques Borde – Pour celles-ci :
1.Nos sources nous indiquent clairement que les Russes travaillent sur un projet de résolution « modérée ». Ce que confirme, à sa manière le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, lorsqu'il déclare à l'hebdomadaire Profil, « Nous proposons d'adopter une résolution équilibrée qui condamnera les violences des deux côtés », celles du régime du président Bachar el-Assad et celles de l'opposition, « Dans le même temps, il faut que nous demandions à Assad de poursuivre les réformes qu'il a déjà engagées ». Notez que ce projet, d'une imbécillité sans bornes, a, toujours selon nos sources russes, l'aval du Premier ministre, Vladimir Vladimirovitch Poutine, ce qui en dit long sur sa courte vue en matière géopolitique. Même Gorbatchev, qui a vendu à l'Ouest tout ce qui était monnayable dans son pays, avait plus de jugeote.
2.Les Occidentaux – qui, sans doute, n'en attendaient pas tant – vont se précipiter pour accepter la résolution des Kremlin's boys. Une fois adoptée, elle aura, nécessairement, une valeur contraignante pour la Syrie.
3.L'Occident et le bras armé qu'il choisira – l'Otan, peut fort bien (dans un premier temps ou même durablement) faire semblant de se tenir en retrait, afin de ne pas vexer les pigeons moscovites et ne prêter qu'un concours indirect, mais décisif, aux opérations – se chargera de l'application, par la force si nécessaire, de la dite résolution non seulement votée, mais, comble de la turpitude diplomatique, forgée par Moscou.
4.Comme pour la Libye, l'Occident n'aura qu'à outrepasser son mandat pour arriver à ses fins. Et, comme à l'accoutumée, les Russes – qui auront tiré, bis repetita…, les marrons du feu pour Washington, Londres et Paris – seront les dindons d'une farce levantine dont, comble de l'ironie, ils auront écrit, motu proprio, le premier acte…
Q – Vous qui aimez les comparaisons historiques, à qui compareriez-vous les Russes, à Judas ?
Jacques Borde – Non, toujours pas. Judas Iscariote avait reçu ses TRENTE deniers du Sanhédrin[1] pour livrer le Christ. Là, c'est Moscou qui, par ses forgeries, va livrer son dernier allié au Proche-Orient au camp adverse ! Comme je crois vous l'avoir déjà dit, le Janus bifrons russe – par là, je veux dire Medvedev ET Poutine, jouant la même partition pro-occidentale, c'est évident – c'est Judas allant plaider devant le Préfet-Procurateur[2] de Judée Ponce Pilate pour lui réclamer l'arrestation de Jésus, à la place de Caïphe ! Avec des amis de cet acabit, à l'évidence, le président syrien, le Dr. Bachar el-Assad, n'a plus vraiment besoin d'ennemis et devrait se consoler en relisant la formule de Cicéron : « Ab amicis honesta petamus » (À un ami, on ne doit demander que ce dont il est capable)[3].
Q – Mais pourquoi les Russes agissent-il s de la sorte ?

Jacques Borde – Deux raisons principales. Première raison. Oubliez tout ce que vous avez pu lire sur l'Union Soviétique, ses dirigeants d'airain, les odieux kagébistes mangeurs de petits enfants, les terrifiants Soviet Military Balance opportunément édités juste avant les votes décisifs des chambres US pour les budgets alloués au Pentagone, etc., la nomenklatura actuellement en place à Moscou n'est jamais qu'une génération de petits fonctionnaires de province – Dimitri Medvedev et Vladimir Poutine, les premiers – montés à Moscou, la capitale, pour y réussir. Ce sont des apparatchiks de sous-préfecture issus d'un système sclérosé, que les hasards de l'histoire ont propulsé à des postes qui dépassent leurs compétences. Nicolas Sarkozy, à côté d'eux, c'est le prince de Bismarck-Schönhausen ! Ceci bien que l'actuel locataire de l'Élysée ne passe pas pour un fin géopolitique. Mais comme aurait dit Saint Thomas d'Aquin, « Timeo hominem unius libri » (Je crains l'homme d'un seul livre). Et Sarkozy – a contrario de beaucoup de ses pairs, qui vaticinent à l'envie – a prouvé qu'il savait agir dans l'urgence. Quitte à mettre la charrue avant les bœufs.
La seule réussite, qui ne doit rien ni à Medvedev ni à Poutine, qu'a connu la Russie, ces dix dernières années, est Gazprom qui est une multinationale comme les autres. Une Exxon made in Russia, rien de plus. Ce qui est déjà appréciable. Mais, convenez-en, n'entre guère dans les visions fantasmagoriques de tous ceux qui voient en Moscou la nouvelle Rome d'un Imperium eurasiste…
Manquant de ce qui fait la colonne vertébrale des hommes d'États, nos deux derniers locataires du Kremlin (comme leurs prédécesseurs, d'ailleurs) multiplient les calculs d'apothicaire pour ne pas perdre leur mise. Ce sont des gestionnaires de faillite maladroits. Cela ne serait pas trop grave – après tout combien de temps a perduré l'Empire ottoman dirigé, lui aussi, par des incapables – s'ils n'avaient en face d'eux les dépeceurs d'empire professionnels que sont les think tanks états-uniens. Du coup, depuis l'Affaire des missiles de Cuba, avec une accélération avec la 1ère Guerre d'Afghanistan, la sphère d'influence de la Russie se réduit comme une peau de chagrin. Là, lorsque la Syrie sera tombée, la Russie n'aura plus de point d'ancrage, passés les Détroits, en Méditerranée. À se demander si quelqu'un sait encore lire une carte au Kremlin…
Q – Et la seconde ?
Jacques Borde – Amos Lerah, sur le site israélien JSSNews, a fort bien résumé les arrières pensées des nos petits princes de la Moskova. Que dit-il ? Que « Poutine sait que Bachar el-Assad est condamné. Mais il veut s'assurer que la Russie a son mot à dire dans le choix de son successeur ».
Grossière erreur de calcul. Comme pour, l'Égypte, la Tunisie et, plus violemment, la Libye, pourquoi l'Occident irait-il demander l'avis de la Russie – désormais poids-plume des relations internationales et qui ne représente plus rien dans la région du Levant – avant de passer son coup de balai ? Prenez l'Égypte – ex-carte majeure de l'implantation russe dans la région – , 98% des officiers de ses forces armées passent, à un moment donné ou à un autre de leur cursus, par les académies militaires US. On voit ce que cela donne quant à l'adoption de l'agenda géopolitique US dans la région et du recadrage ad usum Americani de la « révolution arabe » du Caire !
Au niveau des rentrées d'argent, les comptables du Kremlin seront heureux d'apprendre que la dernière vente – bien que réalisée par le biais des Foreign Military Sales, au cheminement financier parfois complexe – de 125 chars de combat M-1A1 Abrams, par General Dynamics, rapportera 1,329 Md$US aux États-Unis !
Mais Amas Lerah pointe un autre facteur : « le bail russe sur le port de Sébastopol en Crimée » qui « expire en 2017 et ne peut être prolongé sans l'accord de l'Ukraine. Sébastopol est la plus grande base navale Russe et sa bouée de sauvetage pour le maintien d'un accès direct sur la Mer Noire, puis sur les Dardanelles et la Méditerranée. Perdre cette base serait comme devenir enclavée pour la Russie. Kaliningrad ne pourra jamais être transformée en un atout naval majeur tandis que les côtes sibériennes et extrême-orientales ne permettront pas un ravitaillement facile ».
Q – Mais pourquoi aller si vite en (basse) besogne ?
Jacques Borde – Parce que, vu de Moscou, le temps presse. Comme le rappelle encore Amos Lerah, « En 2017, l'Ukraine pourrait bien être un membre de l'Union européenne et il est fort à parier que l'Otan ne voudrait pas de cette base navale russe en Ukraine. Alors Moscou est à la recherche d'une alternative à Sébastopol. Les stratèges russes estiment qu'ils ont trouvé la solution sur la côte méditerranéenne de la Syrie. Là même où ils stationnent actuellement plusieurs sous-marins et destroyers ».
Q – Parce que, selon-vous, les Russes lâcheront Sébastopol ?
Jacques Borde – Dans leur tête, c'est déjà fait. J'en suis persuadé. Là encore, ça n'est qu'une question de temps et de procrastinations sans queue ni tête. Vous verrez, les événements me donneront raison. Hélas !
Q – Mais, dans ce cas-là, ne devraient-ils pas se cramponner à la Syrie ?
Jacques Borde – Mais c'est ce qu'ils font. Mais, à leur manière de petits joueurs. Ils biaisent, louvoient, gémissent. Leur calcul – d'une inconséquence rarement atteinte – est de se dire : Offrons aux Occidentaux la tête de Bachar el-Assad, ils nous laisseront notre accès aux côtes…
Q – Mais c'est absurde ?
Jacques Borde – Oui. Mais, c 'est comme ça que fonctionnent nos apparatchiks de sous-préfecture, à la recherche de (petits) bénéfices acquis sans prise de risque. « Avaritia facit bardus » (La cupidité rend stupide), dit l'adage latin. Rappelez-vous, c'est exactement de cette manière qu'ils ont agi avec Milosevic. C'est simple, citez-moi UN allié que Moscou n'a pas abandonné dans la tourmente ? Barré, Nasser, Milosevic, Seselj, Kadhadi, etc., tous ont vu les Russes se coucher dès que le vent a commencé à souffler et que Washington, abattant ses cartes, a haussé le ton. Au bluff, le joueur d'échec (russe) – qui pense toujours au coup du surlendemain (qui ne se jouera, évidemment pas, comme il l'imagine) – se couche toujours devant le joueur de poker US. Et, in fine, se fait rouler dans la farine !..
Q – C'est à ce point-là ?

Jacques Borde – Oui. À meilleure preuve : que nous dit encore notre confrère de JSSNews ? Qu'« Il y a quelques semaines, un haut fonctionnaire russe m'a assuré que son gouvernement ne s'opposerait pas à « une résolution forte » de soutien à l'insurrection en Syrie ».

Q – Cela vous semble crédible ?

Jacques Borde – Attendez un peu et vous verrez que, peu ou prou, ces prévisions se réaliseront. D'autant que le ministre des Affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, « a invité l'opposition syrienne à Moscou, ce qui implique que le président Bachar el-Assad n'est plus l'interlocuteur exclusif de la Russie… Et seulement 48 heures après le veto, le président russe Dimitri Medvedev a appelé Assad à réformer le pays ! »

En résumé, pour reprendre l'analyse d'Amos Lerah, « La Russie sait qu'Assad va devoir bientôt partir. C'est pourquoi Poutine recherche une solution médiane : un nouveau régime syrien dans lequel les amis de Moscou (donc des proches actuels d'Assad) auraient une place assez forte pour offrir à la marine russe tout ce dont elle désire ».

Le problème, c'est qu'avec les États-Unis, il y a JAMAIS de « solution médiane ». Parlez-en, pour voir, aux Irakiens ! L'embargo onusien, concocté dans les cénacles washingtoniens, leur a coûté UN MILLION ET DEMI de morts. Et ne comptez pas sur les Américains pour avoir des remords. Je vous rappelle, une fois encore, les paroles de l'ancienne chef de la diplomatie états-unienne, Madeleine K. Albright, à qui Larry King avait posé la question suivante: « Is it worthwhile to kill Iraqi children ? » (Est-ce que ça vaut le coup de tuer des enfants irakiens ?)… Ce à quoi elle avait répondu : « Yes, it is worthwhile! » (Oui, cela vaut le coup).

Q – Oui, mais les Russes arment bel et bien,la Syrie ?

Jacques Borde – Oui. Mais, même là, il y aurait beaucoup à redire…

Q – Dans quels sens ?

Jacques Borde – Outre que souvent, voir leur litige avec l'Iran sur les S-300, les Russes ne tiennent pas leurs engagements – quitte à y laisser, budgétairement parlant, leur chemise –, les armes n'arrivent pas toujours à destination !

Q – Vous pouvez préciser ?

Jacques Borde – Apparemment, un des premiers lots de missiles antichars AT-14 Kornet II, commandé par Damas, bien que payé, semble-t-il, n'aurait jamais été livré à la Syrie ! L'ex-Premier ministre israélien, Ariel Arik Sharon, affirme JSSNews, « s'était même envolé de nuit pour ne pas alerter toute la presse qui le collait à chaque instant. Il réussit après des heures de longues discussions, à convaincre Poutine de ne pas livrer même s'ils étaient payés, ces fameux missiles ».

Vint ensuite, nous rappelle encore JSSNews, « l'histoire d'un cargo qui disparut au large de la Manche, le fameux Artic Sea. Il y aurait eu à bord des S300 qui devaient transiter en Algérie pour être ensuite dirigés vers l'Iran ».

Q – Mais, concernant la livraison des S-300, Moscou n'a fait que suivre les sanctions prononcées contre l'Iran ?

Jacques Borde – Vous voulez rire ! Ça serait la première fois depuis longtemps qu'une grande puissance suit à la lettre les recommandations onusiennes. De plus, si la société Almaz-Anteï qui produit les S-300 avait, vraiment, voulu honorer sa commande, passée bien avant la résolution de l'Onu, rien ne l'en empêchait. Si Moscou a gelé la vente, le 11 juin, c'est bien après avoir, délibérément, joué la montre pour ne pas avoir à tenir parole…

Q – Sur notre site, Charlotte Sawyer et John Q. Neel ont dépeint l'avenir de la puissance navale russe de manière apocalyptique. Or, désolé, il y a bien des domaines où les Russes restent performants ?

Jacques Borde – Oui. Et à quoi faites-vous référence ?

Q – Aux projets 20380 et 20385, selon la nomenclature russe ?

Jacques Borde – Effectivement, le Projet 20380 – la corvette Steregushy donne l'impression du renouveau. Mais, mis en chantier en décembre 2001, le projet, qui devait comprendre entre vingt et trente unités, se limitera, en fait, à cinq bâtiments. Pas de quoi pavoiser. D'autant que ce type de corvette, un temps présentée comme une La Fayette en plus petit, offre une autonomie somme toute réduite – 5.000 nautiques au lieu de 9.000 –, ce qui confirme bien le manque d'ambition des Russes dans le domaine naval. Elles ne seront en mesure d'opérer que sur des théâtres d'opérations proches (Baltique, Barents, Caspienne, Mer Noire). Et de couvrir les péninsules de Primorye et du Kamchatka. Calculez : QUATRE mers, DEUX péninsules et CINQ navires ! Où est la projection ? Où est l'ambition ? Où est le renouveau ?

C'est sans doute ce qui a poussé Moscou, nous apprenait Kommersant, a lancer un appel d'offres pour une nouvelle corvette polyvalente, similaire au Littoral Combat Ship (LCS) US. Ce qui devrait déboucher sur une version optimisée des Steregushy : le Projet 20385. Soit ONZE corvettes à livrer avant 2020. Un projet, en théorie, nettement plus ambitieux. Les Projet 20385 seraient des navires furtifs et leur armement comprendrait, dixit le patron de la marine russe l'amiral Vladimir Sergueïevtich Vysotskiy, des missiles nucléaires tactiques. Pour l'instant, on n'en sait guère plus. Sauf que le Projet 20385 s'inscrit dans le Programme naval décennal 2011-2020. Pour conclure, avec la marine russe, le projet de catamaran LCS proposé par OSK resterait d'actualité. Tout cela semblerait convaincant. Sur le papier, du moins. Car, à ce jour, de la classe Steregushy, seul le Steregushy est en service (depuis le 14 octobre 2007). Le Soobrazitelnyy en étant, tout juste, aux essais à la mer. Donc, l'un dans l'autre, désolé, je ne peux que partager l'analyse de Sawyer et Neel.

Q – Pour finir, que penser des opposants syriens ?

Jacques Borde – Cela dépend de qui l'on parle. Si vous pensez au Conseil national syrien (CNS), créé il y a peu : rien de bon. Quant à leur environnement immédiat, principalement des traîtres passibles de la peine capitale. Ni plus, ni moins !

Q – Vous n'y allez pas un peu fort ?

Jacques Borde – Pas du tout. Vos « opposants » (sic) ont publié sur leur site internet la carte des systèmes antiaériens protégeant le front avec Israël. Quatre cartes détaillées montrent clairement le positionnement des défenses antiaériennes en question. Des S-25 Berkut (Code Otan, SA-1 Guild), S-75 Dvina (code Otan, SA-2 Guideline), S-125 Neva (code Otan, SA-3 Goa), et des S-200 Angara (code Otan, SA-5 Gamon) ou encore 2K12 Kub (code Otan, SA-6 Gainful). Des engins sol/air qu'il faudra bien détruire avant d'envisager toute Zone d'exclusion aérienne. Or, l'instauration d'une telle zone, est, par elle-même, un acte de guerre avéré.
La République arabe syrienne étant, à ce jour, en état de guerre (non ouverte) avec son voisin israélien, la simple révélation de ces éléments-clés de sa défense constitue clairement pour ses auteurs un acte de haute trahison. Passible des tribunaux, quelque soit le pays du monde, lorsqu'ils se produisent. Donc, Damas sera légitimement fondé, le moment venu, de passer les auteurs de telles forfaitures par les armes…

Q – Un dernier mot sur la Libye, peut-être ?

Jacques Borde – Court, alors. À l'évidence, la Guerre de Libye, est loin d'être terminée. À peine finis dans une ville, les combats reprennent dans une autre. Normal, les insurgés pro-occidentaux n'ont même pas les effectifs nécessaires à une force de police lambda pour assurer le maintien de l'ordre en temps de paix. Alors, juguler une guerre civile !
Ah, si ! Un dernier signe. Comme l'a indiqué le site meretmarine.com, la frégate Montcalm a rejoint la zone d'opérations au large de la Libye. « Le bâtiment a été intégré à la TF 473, déployée dans le cadre d'Harmattan. L'arrivée du bâtiment permet de compenser, au sein de la force navale française, le départ de la frégate La Fayette, rentrée à Toulon le week-end dernier »[4].
Pourquoi donc ainsi compenser le retrait d'un navire de guerre de l'importance du La Fayette ? Si ce n'est parce rien n'est encore joué.
Or, jugez-donc du dispositif que la France doit encore consacrer à sa via factis sur les villes libyennes: « la TF473 », dixit meretmarine.com, « se compose aussi de la frégate de défense aérienne Chevalier Paul, qui a remplacé le Cassard (également rentré à Toulon), ainsi que du bâtiment de projection et de commandement Tonnerre, qui embarque un groupe aéromobile fort d'une vingtaine d'hélicoptères Tigre, Gazelle, Puma et Caracal. De plus, un bâtiment de ravitaillement assure le soutien des unités de combat depuis Toulon ». Et, « En parallèle, la Marine nationale participe également à la force maritime déployés au large de la Libye par l'Otan dans le cadre de l'opération Unified Protector. Ainsi, l'aviso Commandant Birot a remplacé au sein de l'OUP son sistership, le Lieutenant de Vaisseau Lavallée, qui a regagné lundi sa base de Brest »[5].

Q – Mais Londres a bien allégé son dispositif, non ?

Jacques Borde – Oui et non. Après quelques 3.000 heures de vola u-dessus de la Libye, les Typhoon de la RAF ont quitté le théâtre d'opérations libyen, le 23 septembre 2011. Mais, il reste SEIZE Tornado GR4 britanniques dans la boucle opérationnelle otanienne. Or, ces appareils ont de meilleures capacités de frappe au sol que les Typhoon. Ils viennent d'ailleurs de passer le cap des 7.000 heures de vol sur zone. Mais, naturellement, rien de toute cette litanie de Guernica frappant les villes libyenne ne serait possible sans les Américains qui assurent, à eux seuls, 80% des opérations de ravitaillement en vol des flottes aériennes de l'Axe atlantique.
Quant à la part française à ces gesticulations guerrières – première devant la Commission de défense de l'Assemblée nationale, le 4 octobre 2011 – le ministre de la Défense, Gérard Longuet, a révélé le nombre et le type de munitions larguées par la France. Chiffres que, jusqu'alors, l'état-major des armées se refusait purement et simplement à diffuser. Donc, dixit Longuet, « les avions ont largué 950 bombes et tiré 240 missiles air-sol »[6]. Sur ces engins, précise Air & Cosmos, « figurent 15 missiles Scalp-EG, qui ont été tirés par les Rafale et les Mirage 2000D, ainsi que 225 AASM mis en oeuvre par les Rafale »[7]. De leur côté, les hélicoptères du groupe aéromobile français « ont lancé 431 missiles Hot »[8}. Quant aux bâtiments de surface de la Marine nationale, ils ont, pour leur part, délivré quelque « 3.000 obus de 100 et 78 mm »[9].
Quelle débauche de moyens et de personnels pour une guerre, qui, prétendument gagnée par le CNT et ses djihâdistes de marché, dure encore ? Ses vainqueurs – si vainqueur,il y a un jour – et-au-delà, ceux qui les ont inspiré et escomptent tirer profit de cette guerre, seraient bien inspirés de relire Virgile qui écrivit: « Romane, memento : hae tibi erunt artes ; pacisque imponere morem, parcere subiectis, et debellare superbos » (Romain, souviens-toi : ce seront tes arts à toi ; de gouverner les nations sous ta loi, d'imposer des règles à la paix, de ménager les vaincus et d'abaisser les superbes)[10]. On est loin du compte !

Notes

[1] Le Sanhédrin est l'assemblée législative traditionnelle du peuple juif ainsi que son tribunal suprême qui siégeait à Jérusalem. À savoir que le nom n'est pas d'origine hébraïque mais dérive du grec Sunedrion qui signifie Assemblée siégeante.
[2] Les textes, en effet, diffèrent légèrement quant à la titulature exacte de Pilate. Dans ses Antiquités Judaïques, Flavius Josèphe, fait de Ponce Pilate le Préfet de Judée. Cf. « [l'empereur Tibère] envoya comme préfet de Judée (Ἰουδαίοις ἔπαρχος) Valerius Gratus, [...] Gratus, après avoir fait cela, rentra à Rome ; il avait passé onze ans en Judée. Ponce Pilate lui succéda ». Mais, de leur côté les Évangiles de Matthieu et Luc, ainsi que Philon d'Alexandrie dans Légation à Caïus, une courte phrase chez Tacite, ainsi que Flavius Josèphe, lui-même, dans sa remarquable Guerre des Juifs, privilégient le titre de Procurateur de Judée (Ἰουδαίοις ἐπίτροπος / Ioudaíois epítropos) pour qualifier Pilate.
[3] De Amicitia, 13, 44.
[4] Mer & Marine (14 octobre 2011).
[5] Mer & Marine (14 octobre 2011).
[6] Air & Cosmos, n°2283 (14 octobre 2011).

[7] Air & Cosmos, n°2283 (14 octobre 2011).
[8] Air & Cosmos, n°2283 (14 octobre 2011).
[9] Air & Cosmos, n°2283 (14 octobre 2011).
[10] L'Énéide, 6, 851-852.
http://www.geostrategie.com/4216/syrie-%e2%80%93-apres-tripoli-damas%c2%a0/.

2-2 Pierre Khalaf : Syrie et Liban dans la tourmente des alliances contre nature.

Puisque le journal "*Le Point*" a rejoint le cortège d'un faiseur de guerre, l'inlassable BHL, contribuant à convaincre les citoyens français de la soi-disant « *humanité* » de ses projets criminels et infamants ; voici la traduction d'un article qui pourrait permettre à sa Direction et à ses rédacteurs de mesurer leur degré d'irresponsabilité lorsqu'ils prétendent voir fleurir le « *printemps* » là où cet homme travaille à semer la tempête et le malheur.

Si besoin est, une vidéo de 34 secondes devrait leur permettre de faire le point.

20 NOVEMBRE 2011

Ils ne peuvent nier leur participation active à une attaque « *ordonnée* » contre la Syrie dont le peuple a su préserver l'héritage de toutes les civilisations, sans jamais tomber dans le communautarisme guerrier. Des siècles sont là pour en témoigner ! Est-il illusoire de penser qu'ils puissent écouter des voix venues d'ailleurs, des voix de journalistes tout aussi légitimes que les leurs, sinon plus ? Il ne leur est pas interdit de vérifier, d'enquêter, et de libérer leur esprit de la "*doxa*" d'un microcosme égocentrique qui n'a que faire, ni de l'humanité, ni de l'humanisme.

Mouna Alno-Nakhal - Biologiste

Le Président Sarkozy au Patriarche maronite, Monseigneur Raï : « *Que les chrétiens de Syrie et du Liban émigrent pour l'Europe, ils n'ont plus leur place au Proche Orient* »

Lors de l'entrevue du Patriarche maronite, Mgr. Bechara Boutros Raï avec le Président français Nicolas Sarkozy (5 septembre 2011) ce dernier lui aurait demandé : *« Puisque les chrétiens ne sont plus que 1,3 million au Liban et 1,5 million en Syrie, pourquoi ne viendraient-ils pas vivre en Europe, sachant que 2 millions de chrétiens irakiens y sont d'ores et déjà réfugiés ? ».*

D'après le quotidien « *Al-Dyar* » citant un membre de la délégation qui accompagnait Mgr. Raï à Paris, le Président Sarkozy lui aurait expliqué que, dans le contexte du choc des civilisations, notamment entre l'Islam et la Chrétienté, il n'y a plus de place pour les chrétiens dans le Machrek Arabe. Il serait donc préférable qu'ils émigrent vers l'Union Européenne composée de 27 États.

Frappé de stupeur, le Patriarche aurait demandé comment une telle chose pouvait être envisagée. Le Président Sarkozy aurait alors produit un document précisant que plus de 3 millions de chrétiens avaient quitté le Liban les 20 dernières années, et que la région du Moyen-Orient est à la veille de rencontrer de nombreux problèmes.

De retour au Liban, le Patriarche a tenu des propos contraires à la position de la France. Il a affirmé qu'il avait le devoir d'entreprendre une action à l'échelle du monde arabe tout entier pour la sauvegarde des chrétiens. C'est ainsi qu'il a rencontré le Patriarche Grec Orthodoxe Hazim qui, de son côté, s'était rendu à Moscou pour rencontrer le Patriarche Orthodoxe de Russie. À la suite d'un entretien entre ce dernier et le premier ministre Poutine, le Patriarche Hazim a rencontré le ministre adjoint des Affaires étrangères, qui lui a assuré que la Russie soutiendra le Président Bachar el-Assad jusqu'au bout, qu'elle protégera la communauté des Grecs Orthodoxes et que, de concert avec l'Iran, la Turquie, l'Arabie Saoudite, et la Syrie, elle fera en sorte qu'on ne porte pas atteinte aux chrétiens de Syrie.

En conséquence, le Patriarche El-Raï, maronite, et le Patriarche orthodoxe se sont mis d'accord pour poursuivre ensemble une politique arabe qui assurerait la protection des chrétiens du Machrek.

Dans la même veine, le Président Sarkozy aurait expliqué au Patriarche maronite que les Frères Musulmans allaient bientôt prendre le pouvoir en Syrie, qu'ils signeront la paix avec Israël, suivis en cela par le Liban. Et qu'ainsi sera réglée la question du Proche-Orient.

Le Patriarche lui a alors demandé : « *Qu'en sera-t-il des réfugiés palestiniens au Liban et ailleurs ?* ». Le Président Sarkozy lui aurait répondu quelque chose comme : *« ils resteront là où ils sont ! ».*

À ces propos, le Patriarche Raï n'a pas pu réprimer son mécontentement, au point que Sarkozy a failli mettre fin à la rencontre. Mais il se serait ravisé en réalisant les conséquences d'un tel comportement sur les relations historiques entre les deux pays.

C'est donc cette rencontre qui éclaire les propos tenus à Paris par Mgr Raï au sujet des liens étroits entre le désarmement du Hezbollah, la solution du problème au Moyen-Orient et le droit des réfugiés au retour dans leur pays d'origine. Mais aussi le rôle du régime syrien dans la protection des minorités religieuses en général, et des minorités chrétiennes en particulier.

Et c'est dans ce contexte qu'il faut situer les propos de Denis Pietton, Ambassadeur de France à Beyrouth, quant à la déception suscitée en France par la position du Patriarche, en contradiction avec celle de la France. C'est alors que le Patriarche Raï a exigé des excuses, à défaut de quoi, l'ambassadeur ne serait pas reçu au patriarcat. Des excuses ont probablement été présentées, puisque l'Ambassadeur s'est effectivement rendu à Bkerké (siège du patriarcat) où il a exprimé sa compréhension pour les propos tenus par le patriarche et réaffirmé les relations historiques entre la France et le Patriarcat maronite qui demeurent une importante référence nationale au Liban.

Pierre Khalaf *:*

Traduit de l'arabe par Mouna Alno-Nakhal

Date de l'article : 23/9/2011

Sources (en langue arabe) :

 Le fil des événements d'après le quotidien libanais Al -Dyar
http://www.lebanondebate.com/details.aspx ?id=55649
 Coordination Générale des Institutions Libano-Canadiennes pas d'auteur nommé.
http://www.10452lccc.com/aaaaanews11a/arabic.sept24.11.htm

http://www.silviacattori.net/article2394.html

2-3 Seyed Abdollah Hoseini : Occident/Libye : la récompense néocolonialiste .

(Un point de vue iranien : Mail and Guardian – 4/11/11)*

Il n'a pas fallu longtemps : un jour à peine après que les images sanglantes de Mouammar Kadhafi traîné, battu et poignardé eurent fait le tour de Syrte et du monde, une annonce fut faite que, semble-t-il, tout le monde attendait et que certains journaux ont appelé « le coup de feu du départ ».

Le nouveau secrétaire à la Défense britannique, Philip Hammon, annonçait que les compagnies britanniques devaient faire leur valise et se rendre en Libye pour arracher les fabuleux contrats de reconstruction. Cela résonnait de façon étrangement familière. Pensons aux Américains défilant en Irak, après l'invasion, pour aider à « l'effort de reconstruction ». Il ne fait aucun doute que ce modus operandi définira très vite ce qui semble n'être rien de moins qu'une nouvelle forme de néo-colonialisme au Moyen-Orient : les militaires américains, ou de l'Otan (ou ensemble) détruiront votre pays sous prétexte d'y introduire la démocratie et ensuite, les compagnies occidentales se partageront la part du lion pour le reconstruire.

Et, comme le Conseil National de Transition a déjà annoncé la couleur, dit qu'il « récompenserait » les pays qui étaient à ses côtés pendant la « révolution », ce n'est un secret pour personne qui sera le plus grand profiteur de guerre.

Moralité sélective

Alors que par le passé, la Libye de Kadhafi traitait avec la Chine, la Russie et l'Italie, le terrain a maintenant été, pour ainsi dire, aplani. Même si les Etats-Unis prétendent n'avoir eu qu'un rôle « en coulisse » dans le renversement de Kadhafi, il est certain qu'ils veulent devenir l'acheteur numéro un du pétrole en Libye pour compenser les années de frustration qu'ils ont connues. Mais, ils voudront, en temps voulu, une plus grosse part du pétrole libyen qu'ils ne le laissent croire aujourd'hui.

On dira bientôt que la fin justifie les moyens, à savoir : le renversement d'un dictateur qui a terrorisé son peuple pendant quarante ans et, certes, personne de bonne foi ne peut endosser ce que le colonel a fait à la Libye. Mais, la moralité sélective à l'œuvre ici entraîne quelques questions.

L'Otan s'est battu la coulpe pour « protéger les civils libyens » (et, à la fin, a dépassé son propre mandat pour commettre des assassinats ciblés et bombarder les civils) mais ne semble pas s'être soucié du peuple bahraini, opprimé sous le joug des gouvernants al-Khalifa. Les deux pays avaient un dictateur, à leur tête, mais un est resté au pouvoir. Les deux peuples se sont levés pour défendre leurs droits et sont descendus dans la rue. Un seul a été autorisé à massacrer son peuple dans la rue, aidé en cela par le bastion de la démocratie, qu'est son voisin, l'Arabie saoudite. L'autre fut renversé.

Des vérités embarrassantes

La vérité est que les superpuissances n'ont pas éliminé Kadhafi parce que c'est cela qu'il fallait faire, mais parce qu'il ne leur servait plus à rien. Après tout quelle menace la Libye de Kadhafi représentait-elle pour le monde ? Kadhafi avait déjà renoncé à son programme d'armement nucléaire, indemnisé les victimes de l'attentat de Lockerbie, dénoncé le « terrorisme » et, en fait, comme le démontrent les documents, maintenant, avait activement coopéré avec les services d'intelligence de l'Occident pour neutraliser al-Qaïda en Afrique du nord et en Libye, en particulier.

En outre, il était plus judicieux, par ailleurs, de laisser les « révolutionnaires » lyncher Kadhafi que de le passer en jugement. Des vérités embarrassantes auraient pu être révélées comme elles l'auraient été si le procès de Saddam Hussein avait duré plus de cinq minutes. Ce sont des vérités qui soulignent la complicité de l'Occident dans la répression de la démocratie dans les pays que l'Otan prétend maintenant défendre.

Le fiasco libyen, dans lequel toutes les lois du droit international ont été violées, a été une diversion opportune. Alors que les pays occidentaux étaient aux prises avec des manifestations dans leurs grandes villes contre le traitement honteux de l'économie par leurs gouvernements et les sauvetages financiers massifs de Wall Street, voici que se projette une nouvelle histoire à la télé. Loin de se soucier de leurs propres problèmes domestiques, les Berlusconi, Obama, Cameron et le reste de la Coalition des Volontaires se précipitent dans une guerre et le soutien à des « révolutionnaires » assoiffés de sang, au large de leurs frontières.

Résurgence de l'Iran dans le jeu moyen-oriental

L'administration US a au moins retenu une chose de ses erreurs passées. Dans le cas de la Libye, elle ne s'est pas mise en avant, même si elle a fait le vrai travail. Elle a laissé aux rebelles le crédit de la déstabilisation du pays qu'elle avait engendrée. La Libye doit aussi être analysée dans le contexte des événements récents au Moyen-Orient et la nécessité pour certains pays comme les Etats-Unis de réaffirmer leur domination là où leur étoile faiblit.

Les Etats-Unis sont en train de perdre en Afghanistan et en Irak. Le Printemps arabe les a privés de deux de leurs vieux alliés, la Tunisie et l'Egypte. En Syrie, toutes les tentatives faites pour mettre à bas le régime de Bachar al-Assad ont échoué parce que l'Iran est un allié puissant du gouvernement syrien. Dernièrement, le président afghan, Hamid Karzai, a déclaré que, si une guerre éclatait entre les Etats-Unis et le Pakistan, les Afghans soutiendraient leurs frères. L'Irak a dit à peu près la même chose s'agissant de l'Iran et de toute attaque menée à partir de son sol.
L'alliance occidentale, s'appuyant sur la force américaine, perd peu à peu du terrain sur les terres stratégiques du Moyen-Orient. Ses amis en haut lieu s'éclipsent et la résurgence de l'Iran dans le jeu moyen-oriental rend les choses encore plus précaires. Maintenant, elle a un nouvel ami « les révolutionnaires libyens ».
Question: quand on a de tels amis, dans les rangs desquels interviennent d'anciens opérationnels d'Al-Qaïda, a-t-on besoin d'ennemis ?
Seyed Hoseini est le fondateur du Centre Islamique pour l'Afrique et le président de South Africa/Iran Friendship Association
Samedi 19 novembre 2011
Traduction : Xavière Jardez
* http://mg.co.za/article/2011-11-04-west-rushes-to-grab-its-libya-reward/
© G. Munier/X.Jardez
Publié le 19 novembre 2011 avec l'aimable autorisation de Gilles Munier
Source : France Irak
http://www.france-irak-actualite.com/...

2-4 Communiqué Amal-Hezbollah: Le Liban restera aux côtés de l'Iran et de la Syrie.

Le Hezbollah et le mouvement Amal ont affirmé lundi , dans un comuniqué que le Liban continuerait à soutenir l'Iran et la Syrie contre les "conspirations internationales" et les "menaces".
Le texte souligne que "Les événements en Syrie sont clairement une conspiration internationale contre le soutien de la Syrie aux mouvements de résistance arabes et islamiques dans la région".
Et d'ajouter: "Le Liban ne sera jamais une voie de passage pour une conspiration contre un Etat frère", ajoute le mouvement armé, soutenu par l'Iran et la Syrie, et qui domine avec ses alliés le gouvernement libanais.
Le Hezbollah et le mouvement Amal ont également réaffirmé leur soutien à l'Iran: "Nous soutenons fermement la République islamique d'Iran contre toutes les menaces américaines et israéliennes".
http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?fromval=1&cid=18&frid=18&eid=38806

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières,les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.
" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19